PAYS :France
PAGE(S) :30;32;34
SURFACE :282 %
PERIODICITE :Hebdomadaire
JOURNALISTE :Catherine Léhé
Lettre M - MPS [La]
29 juin 2021 - N°14 - Edition Hors Série

Les pépites de l'immobilier d'entreprise

Une application de gestion des parcs tertiaires, une solution d'optimisation des espaces partagés, des innovations dans les matériaux, des plateformes de lutte contre le travail illégal dans le BTP ou de gestion des dépenses de chantier... : en Occitanie, de nombreuses start-up se penchent sur les problématiques de l'immobilier.

■ CATHERINE LÉHÉ ET STÉPHANIE ROY

Ibat

C'est en partant de son vécu d'ancienne conductrice de travaux puis d'acheteuse chez un leader du BTP, mais aussi du temps consacré à « *gérer la paperasse* », que Mélanie Lehoux a décidé de fonder en 2016 la société Ibat, spécialisée dans l'édition de logiciels dédiés à la simplification de la gestion des dépenses de chantier dans le secteur du bâtiment. Aux trois solutions déjà commercialisées, Ibat Achat (pour les dépenses d'achat), Ibat Temps (pour la main d'œuvre) et Ibat Consult (pour les appels d'offres qui s'adressent à de la sous-traitance) s'ajoute désormais Ibat Achat Zen. Cette dernière est dédiée aux artisans, TPE et PME qui ne disposent pas de service achat et/ou administratif. « *Notre objectif est de leur faire gagner du temps dans toutes les démarches administratives lourdes et chronophages qui ne sont pas leur cœur de métier*, explique Mélanie Lehoux, présidente. *Ibat Achat Zen permet à chaque artisan de passer ses commandes avec une interface qui est aussi simple que celle que l'on utilise depuis notre canapé pour faire nos courses ! Disponible 24/24 h, celle-ci permet de suivre en temps réel tout son budget sur son smartphone, sa tablette ou son ordinateur.* » Les utilisateurs bénéficient d'un catalogue d'articles qualifiés et référencés chez les principaux fournisseurs du BTP, mais aussi de la géolocalisation des points de vente. Avec Ibat Achat Zen, la société espère séduire 90 % des artisans, PME, TPE du BTP qui ont besoin de gagner en compétitivité. L'équipe d'Ibat planche déjà sur trois nouvelles innovations qui devraient voir le jour d'ici à la fin de l'année. ■

© DUSAN PETKOVIC

ÉDITION DE LOGICIELS DE GESTION DE DÉPENSES DE CHANTIER DU BTP
30 SALARIÉS, CA : N.C., SIÈGE À MONTESQUIEU-LAURAGAIS (31)

MyCarSpot

L'application mobile développée par MyCarSpot permet aux sociétés de gérer et d'optimiser les espaces partagés en entreprise tels que les parkings, les bureaux ou encore les restaurants. Parmi ses clients, on retrouve des grands comptes comme Nestlé, Merck, Lagardère, La Mutuelle Générale, JCDecaux, Lavazza ou encore Onet. Fin 2020, la start-up a levé 1,2 M€ auprès d'un pool bancaire et du fonds régional Irdi Soridec afin d'accélérer son développement en Europe et de recruter une dizaine de personnes courant 2021. Récemment, MyCarSpot a aussi noué un partenariat avec IDPosition (étiquette intelligente de suivi du mobilier d'entreprise) afin de développer sa solution Smart Office. En interconnectant leurs applications, MyCarSpot et IDPosition entendent améliorer « *l'expérience collaborateur* ». Parmi les fonctionnalités additionnelles, la possibilité de faire une demande d'intervention (nettoyage, réparation sur le matériel et mobilier). « *Avec IDPosition, nous avons les mêmes cibles de marché et sommes sollicités à l'occasion d'un déménagement quand les entreprises doivent reconsidérer la répartition de leurs espaces de travail* », souligne Stéphane Seigneurin, PDG de MyCarSpot. La société vise un CA de 4 M€ d'ici à 2024. ■

© MYCARSPOT

Stéphane Seigneurin et Alexandre Michel, dirigeants de MyCarSpot

APPLICATION MOBILE POUR LA GESTION D'ESPACES EN ENTREPRISE
7 SALARIÉS, CA 2020 : 300 K€, SIÈGE À MONTPELLIER (34)

Tous droits de reproduction réservés
Pickanews

PAYS :France
PAGE(S) :30;32;34
SURFACE :282 %
PERIODICITE :Hebdomadaire
JOURNALISTE :Catherine Léhé
Lettre M - MPS [La]
29 juin 2021 - N°14 - Edition Hors Série

Bazimo

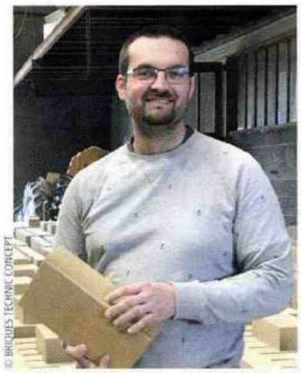
La start-up montpelliéraine Bazimo développe une application web de gestion de parc immobilier tertiaire. Sa cible principale : des bailleurs, « *essentiellement des grands comptes français* », précise Chloé Rayssac, cofondatrice. Pour faire la différence face à ses concurrents sur ce marché de niche, Bazimo mise sur l'anticipation. « *Nous faisons partie de nombreux organismes tels que la French PropTech et la Royal Institution of Chartered Surveyors* (organisation professionnelle offrant une qualification et des normes reconnues sur les marchés de l'immobilier, de la construction et de l'infrastructure, NDLR) *afin d'être au fait des dernières évolutions du secteur.* » Ainsi, 60 % des développements au sein de Bazimo portent sur la R&D. D'ailleurs, l'entreprise prévoit de boucler une nouvelle levée de fonds (la dernière en date, en 2018, était de 800 k€) cet été. Son montant pourrait dépasser celui de la précédente opération. Les fonds doivent financer notamment le développement de la partie comptabilité et gestion locative de la solution. Bazimo a en effet l'ambition de s'attaquer à un acteur leader sur ce type de services, Sopra Steria. Trois recrutements de développeurs et responsables data sont programmés cette année. Enfin, la société prévoit aussi de se développer à l'international, principalement en Europe. « *Nous travaillons pour les filiales françaises de certaines entreprises européennes et allons essayer de nous positionner sur d'autres branches de ces mêmes groupes* », indique Chloé Rayssac. ■

© BAZIMO

APPLICATION WEB DE GESTION DE PARC IMMOBILIER TERTIAIRE
11 SALARIÉS, CA : N.C., SIÈGE À MONTPELLIER (34)

Briques Technic Concept

Ses briques en terre crue compressée sont pour Étienne Gay « *un matériau d'avenir dans le système constructif actuel* ». Obtenues sans cuisson par un mélange de terre, d'eau et de chaux, elles séduisent par leurs qualités thermiques, acoustiques et hydriques. Adaptées aux futures normes énergétiques, elles offrent une réponse aux problématiques du réchauffement climatique, avec un faible bilan carbone. Installée à Graulhet (Tarn) depuis 2012, l'entreprise Briques Technic Concept (BTC) doit aujourd'hui faire face à une demande croissante (600 000 briques par an) sur toute la France, quitte à déplacer les machines pour produire sur place. « *On vend autant aux particuliers qu'aux professionnels, tous secteurs confondus, de l'habitat aux bureaux, pour les locaux techniques d'une collectivité ou les chais d'un domaine viticole* », se réjouit l'entrepreneur. Pour honorer ses commandes, l'entreprise lancera en septembre son site e-commerce Oxibrik. « *Les clients pourront y configurer leurs murs, commander et se faire livrer*, détaille Étienne Gay. *Nous compléterons par des tutoriels sur une chaîne en ligne afin de démystifier la pose de la brique en terre crue. Nous souhaitons aussi mettre en place une appréciation technique environnementale afin d'apporter des réponses structurelles aux professionnels.* » En pleine levée de fonds, BTC vise 1 M€ de chiffre d'affaires en 2021, avec l'industrialisation de son processus de fabrication. ■


© BRIQUES TECHNIC CONCEPT

FABRICATION DE BRIQUES EN TERRE CRUE COMPRESSÉE
10 SALARIÉS, CA 2020 : 179 k€, SIÈGE À GRAULHET (81)

Bativigie/Activigie

Six ans après avoir lancé sa plateforme de lutte contre le travail illégal Bativigie/Activigie, Frédéric Pradal planche avec ses onze salariés sur son amélioration pour 2022. À ce jour, l'application permet à ses 120 clients un contrôle des personnels et la vérification de la conformité des professionnels présents sur un chantier ou site industriel au regard d'une douzaine de points de contrôle (carte d'identité, attestation Urssaf, déclaration de détachement, durée de contrats...). Des informations qui servent aussi « *à tout système d'accès via les badges d'entrée dans les secteurs de l'immobilier, des assurances et de la grande distribution* », précise Frédéric Pradal. Suite au premier confinement, l'application s'est enrichie de « Coronavigie », une solution permettant de contrôler le port du masque ou des équipements de protection individuelle. Pour 2022, Bativigie prévoit de travailler en collaboration avec d'autres éditeurs de logiciels à la conception d'une passerelle informatique (API) permettant de proposer à ses utilisateurs de réaliser plusieurs démarches sans changer de logiciel. Mais avant cela, un nouveau design de l'application doit voir le jour, facilitant la prise en main par les contrôleurs. ■

© HERVÉ HOTE

ÉDITION D'UNE PLATEFORME LOGICIELLE DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL
12 SALARIÉS, CA : N.C., SIÈGE À TOULOUSE (31)

Tous droits de reproduction réservés
Pickanews

PAYS :France
PAGE(S) :30;32;34
SURFACE :282 %
PERIODICITE :Hebdomadaire
JOURNALISTE :Catherine Léhé
Lettre M - MPS [La]
29 juin 2021 - N°14 - Edition Hors Série

© P. LASVÈNES

JEAN-LUC MARX,
PREMIER ADJOINT AU MAIRE DE CAHORS (46) ET VICE-PRÉSIDENT DE L'AGGLOMÉRATION DU GRAND CAHORS EN CHARGE DES GRANDS PROJETS, DE L'URBANISME ET DU FONCIER

« UNE ANCIENNE LAITERIE TRANSFORMÉE EN FORÊT URBAINE »

« SI LE FUTUR PLUI (*plan local d'urbanisme intercommunal, NDLR*) en cours d'élaboration ne prévoit pas d'atteindre le "zéro artificialisation nette", notre volonté est d'économiser l'espace. Pour y parvenir et libérer du foncier, nous ciblons les sites à déconstruire en privilégiant la réhabilitation de friches. Exemple au nord de Cahors, avec le site de l'ancienne laiterie de la plaine du Pal. Ce terrain de 1 ha situé en bordure du Lot et racheté par la Ville en 2014 va faire l'objet d'une renaturation en vue de sa transformation en forêt urbaine. L'opération retenue dans le cadre de l'appel à projets régional relatif au recyclage foncier des friches devrait aboutir en 2022. Autre illustration de cette stratégie : la reconversion de 3 ha de foncier laissés vacants au sein de la zone d'activités des Grands Camps dans la commune d'Espère. L'entreprise qui occupait ce terrain s'est engagée à réaliser les travaux de dépollution. L'objectif est d'y développer un nouveau projet à vocation économique en remettant cette parcelle sur le marché, soit d'un seul tenant, soit après sa division en plusieurs lots. Un projet pour lequel nous allons bénéficier du soutien financier de l'EPF (Établissement public foncier) d'Occitanie. »

« J'ai requalifié une friche industrielle »

Alors que la question de l'artificialisation des sols est plus que jamais d'actualité, nombre de collectivités du territoire misent sur la requalification d'anciennes friches industrielles.

PROPOS RECUEILLIS PAR NELLY BARBÉ, DAVID DANIELZIK ET STÉPHANIE ROY

© DR

JEAN CHRISTIAN REY
PRÉSIDENT DE L'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN (30)

« UNE PLATEFORME LOGISTIQUE SUR L'ANCIEN SITE ARCELORMITTAL»

« LE 22 DÉCEMBRE 2017, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER OCCITANIE A SIGNÉ LE RACHAT DE L'ANCIENNE FRICHE D'ARCELORMITTAL (48 ha), située à Laudun-l'Ardoise, pour le compte de l'Agglomération du Gard rhodanien. La collectivité a ensuite lancé une étude de faisabilité qui a duré 18 mois pour décider de la nature et des contours futurs de ce foncier. Deux possibilités étaient alors envisagées : soit une plateforme multimodale utilisant ferroviaire et fluvial, soit l'installation d'une plateforme logistique pour l'enseigne de distribution Gifi. En avril 2021, les élus communautaires ont voté en faveur du projet logistique. Ce dernier prévoit la construction d'une base d'environ 120 000 m² qui pourra accueillir entre 280 et 500 postes en fonction des pics saisonniers. La livraison du bâtiment est prévue pour début 2024. En parallèle, l'ancienne friche accueillera aussi, cet été, un parc photovoltaïque. Il est réalisé par le producteur indépendant d'énergies renouvelables RES *(200 salariés, siège à Avignon, NDLR)* et porté par l'Agglo avec l'association CleanTech Vallée. Il porte sur une surface de quatorze hectares et devrait produire l'équivalent de la consommation électrique annuelle de 7 700 personnes. »

© DR

MICHEL ARROUY, MAIRE DE FRONTIGNAN-LA PEYRADE (34)

« ENTREPRISES VERTES ET LOGEMENTS À LA PLACE DE LA RAFFINERIE »

« LA COMMUNE SOUHAITE RÉHABILITER LA FRICHE INDUSTRIELLE occupée pendant plus de 80 ans par la raffinerie de soufre d'ExxonMobil. D'une surface de onze hectares, elle est largement polluée aux hydrocarbures. Les travaux de dépollution vont durer jusqu'en 2025. L'objectif est d'accueillir sur ce site des entreprises qui devront être des laboratoires de la transition écologique. Le réaménagement prévoit aussi la création d'un parking de 80 places permettant d'irriguer un miniplexe de cinéma accessible via une passerelle côté centre-ville, un aménagement paysager, l'installation d'activités créatives, un nouveau centre administratif de la ville, l'aménagement d'un miniport... Cette réhabilitation a été retenue dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt de la Région et un partenariat a été signé avec l'Arac *(Agence régionale aménagement construction Occitanie, NDLR)*. Récemment, dans le cadre du plan France Relance, nous avons été retenus pour recevoir une aide de 617 k€ fléchée vers la future zone d'aménagement concerté des Pielles (montant global : 16 M€, dont 5 M€ de la Ville), également sur cette ancienne friche. Installé sur huit hectares, cet écoquartier pourra accueillir à terme plus de 1 500 personnes dans 500 logements. »

Tous droits de reproduction réservés
Pickanews